

serveront leur identité et leur raison d'être dans une existence enrichie et marquée au coin d'une contribution positive au bien-être de l'humanité.

Politiques internes

Au chapitre de l'interdépendance entre les intérêts nationaux et les considérations de politique étrangère, il est essentiel de voir dans quelle mesure des décisions internes à courte vue peuvent influencer sur les relations internationales du Canada. En matière d'immigration, cette incidence n'apparaît pas au premier coup d'œil. Un examen plus attentif révèle toutefois que le régime d'immigration du Canada a des répercussions directes non seulement sur les plans internes politique, économique et social, mais aussi sur le plan de ses obligations internationales, de son crédit et de son image auprès de la communauté mondiale.

Dans le domaine des responsabilités internationales, la réorientation actuelle passe pratiquement sous silence des aspects de notre politique étrangère qui touchent directement l'immigration: la surpopulation, l'aide au développement, l'exode des compétences et la politique à l'endroit des réfugiés n'ont pas fait l'objet d'une étude systématique. Le Livre vert sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada ainsi que le Rapport du Comité mixte Sénat-Chambre des communes sur l'immigration ne font qu'effleurer ces sujets.

Surpopulation

La progression géométrique de la démographie mondiale, avec son cortège d'affrontements, de famines, de pauvreté et de maladies ont amené beaucoup d'internationalistes à reconnaître au Canada des responsabilités internationales et une obligation de soulager les pressions démographiques. En dépit des quelque quatre millions d'immigrants que le Canada a accueillis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les internationalistes soutiennent que notre pays peut absorber un taux de croissance démographique plus élevé, par le biais de l'immigration, et assumer ainsi ses responsabilités internationales. On invoque la responsabilité morale du Canada pour préconiser une libéralisation du régime d'immigration. Plusieurs autres facteurs militent en faveur de cette prise de position: l'immensité du territoire du Canada, capable d'accueillir une population plus dense; l'abondance relative de ses ressources naturelles en regard de celles du reste du monde; les économies d'échelle que permettrait une plus grande population; l'obligation morale de faire tout en son pouvoir pour réduire

les pressions démographiques de par le monde et, finalement, la vérité cruelle que si les Canadiens ne peuplent pas leur pays, ceux qui en ont besoin le leur prendront. Mais l'argument des internationalistes qui a le plus de poids, c'est que le Canada détient une fraction disproportionnée des ressources de la terre.

Ces experts soutiennent qu'un régime éclairé d'immigration et de démographie est une forme valable d'aide internationale. Ils en prônent l'approbation et la coordination par la communauté internationale plutôt que par les gouvernements au moyen d'accords bilatéraux. L'élaboration d'une stratégie globale serait donc le fruit d'un effort concerté plutôt qu'isolé.

Mais les pays en développement ne considèrent pas tous l'émigration comme une panacée. S'il est vrai que certains parmi les plus petits d'entre eux y voient la solution à court terme aux problèmes reliés à une croissance démographique rapide, les plus grands doutent des vertus à long terme de cette stratégie. Un bon nombre de leaders du Tiers monde sont d'avis que les politiques d'immigration des pays développés représentent une menace à la croissance et au développement de leur pays du fait que ces derniers ont tendance à n'accepter que les immigrants hautement scolarisés ou spécialisés.

D'ailleurs, on fait valoir les limites d'absorption du Canada à ceux qui veulent lui faire jouer un rôle de soupape. De toute manière, l'accroissement démographique du globe est tellement prononcé que l'immigration ne saurait modifier sensiblement la balance. Il demeure cependant que le Canada, dans le cadre de sa stratégie d'aide internationale, n'a pas encore énoncé de politique officielle faisant état de la corrélation entre la population et le développement.

Gains en main-d'œuvre

Au cours de la dernière décennie la politique d'immigration du Canada a fortement favorisé les groupes hautement scolarisés ou spécialisés ainsi que les professionnels. D'ailleurs, les bénéficiaires retirés par notre pays à la suite de l'arrivée de cette main-d'œuvre précieuse ont été assez substantiels. On estime que la valeur chiffrée des gains en main-d'œuvre réalisés au détriment des pays en développement excède largement les contributions que le Canada leur consent. Cette contradiction laisse songeur, particulièrement en regard des programmes internationaux d'aide à la main-d'œuvre dont sont responsables des organismes comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Service universitaire canadien outre-mer